



Stratégie Nationale Française pour la Biodiversité

PLAN D'ACTION INTERNATIONAL

« Déployer une diplomatie et une coopération pour la biodiversité »

Ce travail a été élaboré sur la base d'une comparaison entre le texte du plan d'action, le document « **Au nom du vivant** », réalisé conjointement par le Conseil National du Développement Durable et le Comité français pour l'UICN comme contribution à la Stratégie Nationale de la Biodiversité, et les propositions complémentaires des organisations et experts du Comité français pour l'UICN.

La protection de l'environnement et de la biodiversité est devenue une priorité de la politique internationale de la France (interventions du Président de la République au sommet de Johannesburg en 2002, à la Conférence de Paris 'Science et gouvernance' et au Sommet de Brazzaville en 2005) et constitue, depuis juillet 2004, l'un des 6 secteurs stratégiques de la coopération française.

L'affichage de cette priorité rejoint directement les préoccupations du Comité français pour l'UICN qui souhaite relever tout l'intérêt de ce plan d'action de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB), afin d'avoir une politique forte et lisible de l'action internationale de la France dans ce domaine.

Ce plan d'action a reçu des commentaires globalement positifs en termes d'organisation du contenu, de couverture des problématiques et des enjeux. Néanmoins, le caractère stratégique et encore peu opérationnel du plan a été plusieurs fois souligné et regretté : les propositions demandent donc à être précisées et chiffrées avec un calendrier d'exécution répondant à l'objectif général 2010 de la Stratégie.

A. GOUVERNANCE INTERNATIONALE ET NATIONALE

Renforcer l'efficacité des institutions nationales et internationales et la collaboration stratégique au sein du réseau d'acteurs internationaux.

- Le rôle de l'**Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (ONUE)** proposé par la France doit être défini plus précisément quant à son organisation et ses missions, en particulier dans le domaine de la biodiversité.

Le plan doit mieux expliquer la contradiction apparente entre la création de l'ONUE et l'affirmation du rôle central de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), qui, en effet, possède déjà certains atouts identifiés pour l'ONUE : c'est une **convention cadre de l'ONU** qui réunit 188 pays et qui a donc une **représentativité au niveau mondial**. Elle est dotée d'un comité

scientifique et technique capable d'apporter de **l'expertise sur la biodiversité** pour la préparation de la Conférence des Parties et donc pour la décision politique. De plus, le Secrétariat de la Convention a également engagé des efforts pour coordonner son action avec les autres conventions.

Le plan d'action doit aussi expliciter la proposition de création du **Groupe Intergouvernemental d'Experts sur la Biodiversité** (GIEB) annoncé par le Président de la République.

De façon plus large, le système institutionnel international devrait être clairement repensé pour avoir une action beaucoup plus importante et structurée sur l'environnement. Des mécanismes de fonctionnement plus souples et plus réactifs doivent être adoptés pour faire face à la dégradation accélérée de la biodiversité et intervenir lors des situations d'urgence environnementale (ex. : feux en Indonésie, ouragans en Amérique centrale...). L'évolution du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Programme de Nations Unies pour le Développement Durable (PNUDD) mériterait également d'être étudiée.

- La nécessité de renforcer **l'efficacité de la CDB** préconisée dans le plan est largement partagée par le Comité français pour l'UICN. L'initiative du Président Chirac de constituer un « **comité de sages** » capables **d'évaluer le fonctionnement** de la CDB et les moyens de l'améliorer est particulièrement intéressante et rejoint la décision de la conférence des Parties (VII/30) sur l'évaluation de la mise en oeuvre de la convention.

Il est également impératif, pour juger de l'efficacité de la convention, de définir sur les différentes problématiques traitées par les Etats :

- les **objectifs** précis à atteindre
 - les **actions** à entreprendre
 - les **moyens** financiers disponibles
 - la mise en place d'une **évaluation indépendante** des actions voire d'un **régime de sanctions** en cas de non respect des engagements pris.
- La France doit promouvoir auprès des Nations Unies le lancement d'une **évaluation transversale de l'application des conventions et accords internationaux** relatifs à l'environnement, en lien avec la recommandation adoptée par l'UICN à Bangkok en 2004 sur ce sujet.
 - Afin de renforcer la cohérence entre les politiques nationales et internationales, la France doit également soutenir le lancement d'une **étude sur le niveau de transposition** des accords internationaux dans les législations nationales (cf. même recommandation).
 - Le plan d'action devrait aborder **l'application de l'ensemble des conventions et traités internationaux** relatifs à la biodiversité signés et/ou ratifiés par la France, ainsi que la mise en oeuvre des **directives, recommandations et stratégies européennes** de ce domaine (voir liste dans le document « Au nom du vivant »).

Afin de mieux coordonner les propositions et l'action françaises, la France devrait se doter d'un **Secrétariat** ou d'un bureau de **coordination interministérielle** pour le suivi et l'application de l'ensemble de ces accords.

- En complément de la concertation et du dialogue qui se développe avec les **ONG environnementales**, le MAE devrait s'engager avec elles dans la signature de **partenariats stratégiques à long terme tant au niveau international qu'au niveau national**.
- La France doit définir une stratégie pour **mobiliser l'Organisation Internationale de la Francophonie** sur les enjeux de la biodiversité. En effet, beaucoup de pays francophones sont situés dans des points chauds de la biodiversité, comme les forêts guinéennes de l'Afrique de l'Ouest (Cameroun, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin), le bassin méditerranéen (Maroc, Algérie, Tunisie), l'Indo Burma (Laos, Cambodge, Vietnam), les Caraïbes (Haïti, St Lucie), Madagascar et les îles de l'Océan Indien (Seychelles, Comores et Maurice). La Francophonie représente une plate-forme unique de coopération Nord-Sud qui peut valoriser les liens entre biodiversité et diversité culturelle.
- La France doit poursuivre son action pour inscrire la problématique de la conservation de la biodiversité à l'ordre du jour des **sessions du G8** et continuer à faire émerger des propositions d'action au sein de cette enceinte (ex. conférence Biodiversité de Paris).
- Le type de contribution de la France au **FEM** et au **FED** doit être distingué car les deux fonds ont des vocations différentes (environnement pour le FEM et développement pour le FED). En tant que contributeur important à ces deux fonds, la France doit s'assurer que :
 - la biodiversité continue à être la priorité d'intervention du FEM (environ 50% des projets) et que sa contribution financière soit maintenue ou augmentée ;
 - la biodiversité soit intégrée dans tous les projets du FED, celle-ci étant étroitement liée au développement dans les pays du Sud.
- Un point doit être ajouté sur le **Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)**, outil financier spécifiquement français qui intervient majoritairement sur la biodiversité et qui doit agir en synergie et en cohérence avec les autres fonds et sources de financements.

La France doit maintenir son investissement financier au sein du FFEM et valoriser ses actions tout en **adaptant son fonctionnement**. Il faudrait lui permettre, en particulier, de soutenir les projets portés par les ONG avec des **financements de petite** (dizaines de milliers d'euros) **et de moyenne** (centaines de milliers d'euros) **taille**.

Sachant que la vocation du FFEM est d'intervenir en appui à des projets de développement économique pour qu'ils prennent en compte la protection de la biodiversité, il est nécessaire de **faire évoluer les critères d'éligibilité** des projets

en soutenant tout autant des **projets de conservation qui intègrent des actions de développement local**. Le FFEM pourra ainsi remplir efficacement sa mission pour le développement durable en facilitant à part égale la prise en compte de l'environnement par les acteurs du développement, et la prise en compte du développement par les acteurs de l'environnement.

La programmation d'une **évaluation indépendante** du FFEM permettrait de mieux définir son positionnement et fonctionnement ainsi que de connaître son efficacité, en référence à la recommandation adoptée le 23 mai 2003 au 4^{ème} Congrès français de la conservation.

- Compte tenu de son investissement croissant pour la biodiversité et de la réorganisation actuelle de la coopération française, le rôle et les actions de **l'Agence française de Développement (Afd)** devraient être précisés pour la mise en oeuvre du plan d'action.
- La France devrait consacrer une partie de son effort d'annulation de la dette à des **conversions de dettes nature** en utilisant en particulier les possibilités offertes par les Contrats de désendettement et développement (CD2). Il faut évaluer plus largement **toutes les opportunités de financement** pour la conservation de la biodiversité, comme les fonds fiduciaires, la taxation de certaines activités économiques...(point à mettre en cohérence avec B1.5 et C1.3).

Le Président de la République a proposé, dans ses discours de Paris (24 janvier 2005) et de Brazzaville (5 février 2005), que la préservation de la biodiversité soit l'une des affectations des **mécanismes innovants de financement du développement** dont la France propose la création. Le plan d'action doit donc décliner cette proposition.

- La France devrait renforcer les **relations institutionnelles** entre les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement et les organes de l'**OMC** afin d'accroître la prise en compte de la biodiversité dans les règles du commerce mondial. Les négociations du cycle de Doha, bien que lentes et complexes, devraient aboutir à l'établissement de relations juridiques précises entre les normes environnementales et le commerce.
- La France doit aussi promouvoir **l'intégration systématique de normes environnementales et sociales** (notamment le principe de précaution) dans la politique et les projets d'aide au développement portés par la **Banque Mondiale**.

B. ACTIONS DE COOPERATION

Mettre en œuvre les plans d'action de la Convention pour la Diversité Biologique, renforcer la recherche et l'expérience française, systématiser l'évaluation des impacts environnementaux des projets de coopération.

Le chapitre B comporte en premier point la mise en oeuvre des programmes de travail de la Convention sur la diversité biologique mais sans y faire référence dans son contenu (cf. liste en annexe du plan). Ce point est primordial : le plan d'action

international devrait indiquer **quelle contribution française sera apportée à ces programmes de travail.**

Le plan d'action doit également indiquer comment seront intégrés et traités **les aspects internationaux des autres plans d'action de la SNB** (mer, agriculture, patrimoine naturel, outre-mer), en coordination avec les autres ministères.

- Le **réseau international d'aires protégées** devrait être **complété** dans les **écosystèmes les moins représentés** comme le milieu marin (en particulier de haute mer), les lacs et eaux intérieures et les prairies tempérées, ainsi que le mentionne la liste des aires protégées des Nations Unies préparée par l'UICN en 2003 (N.B. les forêts tropicales humides et sub-tropicales figurent parmi les milieux les plus représentés). La création d'aires protégées doit se baser sur des critères de **représentativité** des différents types d'écosystèmes, mais aussi de **niveau de menaces** qui pèsent sur certains sites ou milieux sensibles (milieux insulaires, côtiers, forêts sèches...), en favorisant les aires protégées de catégories UICN I à IV.
- Ce réseau international doit également être renforcé au niveau des **moyens de gestion et de protection** consacrés aux aires protégées existantes. Actuellement, les fonds disponibles au niveau mondial sont d'environ 5 milliards de dollars par an, alors que les besoins ont été estimés à 25 milliards de dollars par an. La France doit participer à l'effort international pour la gestion des aires protégées en affectant des moyens techniques et financiers, et en soutenant la création de nouveaux fonds (ex. : fonds pour les aires protégées d'Afrique).

La biodiversité ayant été reconnue comme un bien public mondial, les coûts de la gestion du réseau mondial d'aires protégées doivent être **soutenus par la communauté internationale**, comme l'a souhaité le Président de la République dans son discours du 24 janvier 2005. Il faut donc être vigilants sur la priorité donnée à l'autofinancement des actions de conservation comme indiqué dans le chapitre B 1.5, même si de nouvelles sources de financement doivent être activement recherchées (ex. : augmentation des recettes liées aux droits d'entrée des aires protégées).

- Les aires protégées doivent être soutenues pour développer des **projets de territoire intégrant le développement local**, qui associent une diversité d'acteurs et qui favorisent la co-gestion et la contractualisation des responsabilités et des activités. Cet objectif peut reposer sur la création complémentaire d'aires protégées de catégorie V et VI dans les régions où elles sont peu représentées comme en Afrique centrale et occidentale (ce n'est pas le cas de toutes les régions, cf. liste des aires protégées des Nations Unies).
- La **mise en réseau des gestionnaires d'espaces naturels** doit être favorisée au sein d'une même zone bio-géographique, ce qui nécessite des moyens d'animation et de coordination. Cette mise en réseau est particulièrement importante pour les collectivités françaises d'outre-mer où les gestionnaires d'espaces protégés sont souvent isolés de leurs voisins (pays ACP pour la plupart).

- Le plan d'action devrait favoriser les **jumelages** entre aires protégées présentes en France et dans les pays de la ZSP et des **collaborations** Sud/Sud afin de renforcer le **partage et le transfert d'expériences**. Ces coopérations pourraient se développer pour le renforcement des capacités, mais aussi pour travailler sur des thématiques communes telles que les espèces migratrices, les espèces envahissantes ou encore les pollutions transfrontalières.
- Le plan d'action devrait promouvoir le développement de la **coopération policière et juridique** pour le respect des réglementations et la lutte contre l'exploitation et le commerce illégal de la biodiversité (espèces protégées, pêche, bois...). Ce point est particulièrement important dans le cas d'espaces naturels transfrontaliers.
- La France doit soutenir la **désignation de sites internationaux** en application des conventions de Ramsar et du Patrimoine Mondial, ainsi qu'en application du programme MAB de l'Unesco (Réserves de la Biosphère). Le plan d'action devrait proposer une **stratégie et des objectifs de désignation** à atteindre d'ici 2010.
- Par sa coopération internationale et dans le contexte des Objectifs du Millénaire, la France s'est engagée à lutter contre la pauvreté et promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays du Sud. Cet objectif dépend étroitement du **maintien de la diversité spécifique et génétique des cultures**. Le plan d'action doit donc traiter, en lien avec le plan d'action 'agriculture' les questions suivantes :
 - les **subventions accordées aux agriculteurs français** en prenant en compte leurs effets pervers sur les marchés de produits et matières premières des pays du Sud (cf. accès et partage des bénéfices dérivant de l'utilisation des ressources génétiques). Le Président de la République avait proposé en février 2004, lors du sommet France-Afrique, puis lors du sommet du G8 à Evian, de traiter cette question aux niveaux mondial et européen.
 - la promotion du **commerce équitable** avec les pays du Sud, à travers une réorientation des aides pour soutenir les petites productions agricoles qui maintiennent la biodiversité.
- Le chapitre sur la **gestion durable de la biodiversité** (1.2) devrait être complété avec les propositions suivantes :
 - La gestion durable des forêts du bassin du Congo doit être renforcée et accompagnée de mesures comme la lutte contre le **commerce illégal** des bois tropicaux protégés et le développement des **filières de bois éco-certifié** avec des systèmes de certification tel que le FSC. Le Président de la République a récemment annoncé qu'à partir de 2005 la France n'utilisera que du bois éco-certifié pour ses grands travaux immobiliers et que d'ici 2010 l'ensemble **des achats publics** devra répondre à cette exigence. Les actions qui seront programmées dans ce domaine devront faire le lien avec le plan gouvernemental et le Livre Blanc sur les forêts tropicales. La forêt tropicale guyanaise offre également l'occasion à la France d'engager une coopération régionale à l'échelle de l'ensemble du plateau des Guyanes.

- La problématique de la **lutte contre les espèces envahissantes** est cruciale pour la gestion durable de la biodiversité et concerne l'ensemble de la planète (3^{ème} cause de disparition d'espèces). Elle doit être intensifiée notamment par le soutien à des programmes d'action, la mise en place de réseaux de surveillance et d'information, ainsi que la mise en œuvre de procédures de limitation d'introduction d'espèces.
- La protection et l'utilisation durable des **milieux d'eau douce** doit également être renforcée en lien avec la problématique de la gestion de la ressource en eau.
- De façon transversale, la gestion durable de la biodiversité doit se baser sur **l'approche par écosystème**, telle qu'adoptée par la Conférence des Parties de la CDB (décisions II/8, V/6 et VII/11). La France doit faire connaître et promouvoir cette approche ainsi que les pratiques de gestion durable qui figurent au sein des programmes de travail de la convention.
- Le **tourisme durable et l'éco-tourisme** doivent apparaître plus lisiblement (points 1.2 et 1.3) comme des outils de gestion durable et de valorisation économique de la biodiversité (cf. lignes directrices adoptées par la CDB).
- Concernant la mise en oeuvre du **protocole « Bio-sécurité »**, la France doit promouvoir sa ratification et inciter ses pays partenaires du Sud à ne pas développer de cultures d'OGM. L'assistance technique doit être consacrée à l'amélioration des pratiques culturales et à la préservation de la diversité des espèces cultivées localement. Le point B1.4.2 doit donc préciser clairement les objectifs du « Fonds mobilisateur Bio-sécurité ». Pour mémoire, le dernier Congrès mondial de l'UICN a adopté une résolution demandant un **moratoire sur la libération future d'organismes génétiquement modifiés** dans l'environnement.
- La France doit promouvoir des **programmes de recherche** sur l'impact des activités anthropiques sur la diversité biologique et sur les biens et services qu'elle produit, ainsi que sur la connaissance scientifique de la biodiversité (taxonomie, inventaires...).
- Le plan d'action doit également valoriser à l'international **l'expertise et l'expérience acquise par les ONG et les établissements publics français**, notamment ceux qui interviennent dans la gestion d'espaces naturels protégés.
- Dans le chapitre relatif à **l'éducation et à la sensibilisation**, il faudrait ajouter les deux points suivants :
 - promouvoir la connaissance et la mise en oeuvre du programme de travail de la CDB sur le thème « communication, éducation et sensibilisation du public ».
 - identifier des actions d'éducation et de sensibilisation précises selon les différentes cibles visées : les populations rurales ou citadines (consommateurs) et les responsables politiques et administratifs (décideurs).

- L'évaluation des impacts environnementaux des projets de coopération doit aussi concerner **l'exploitation des ressources naturelles renouvelables**, comme dans le cas de projets liés à l'agriculture et à la pêche.

C. MISE EN ŒUVRE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Efficacité des institutions de coopération, alliances stratégiques, évaluations de résultats et capitalisation des recommandations, transparence dans la communication.

- La stratégie opérationnelle et les objectifs à atteindre pour le renforcement et la sécurisation des moyens alloués aux programmes de coopération doivent être précisés au point C 1.3. Il serait en particulier utile de faire le lien avec **l'objectif 2010 de porter l'aide publique au développement à 0.7% du PNB**, en précisant quelle part pourra être consacrée à la priorité stratégique « protection de l'environnement et de la biodiversité » de la politique française de coopération internationale.

De même, il est nécessaire de préciser au point C 2.1 les objectifs et les modalités de **coopération avec les ONG** (N.B. ce point semble redondant avec le point B 2.2) et avec le secteur privé, sollicité pour les mêmes alliances stratégiques à deux endroits différents du plan (point C 2.2 et B 2.2).

- Les **partenariats public-privé** qui seront conclus devront être basés sur des règles et des engagements précis de la part des entreprises pour adopter des **pratiques commerciales respectueuses de la biodiversité**. Il sera nécessaire de bien organiser l'information de la société civile et de prévoir l'évaluation des résultats de ces partenariats.
- Renforcer les **politiques européennes de coopération régionale** sur la biodiversité, en associant les collectivités d'outre-mer (Rup et Ptom) aux pays ACP chaque fois que cela est possible. Une coopération plus étroite, notamment dans le cadre d'un **programme de recherche scientifique européen** avec l'Espagne, le Portugal, les Pays Bas et le Royaume Uni est également nécessaire.
- Comme le préconise le Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) de juillet 2004, il faudrait d'une part accroître le **volet « conservation » des projets de développement** et d'autre part **vérifier le respect des engagements** contractuels. En s'appuyant sur des réseaux d'experts tels que celui de l'UICN, la France doit pouvoir démontrer la préservation effective de la ressource dans la durée et l'impact positif de ses projets.
Par ailleurs, l'analyse environnementale des programmes de coopération devrait s'étendre à toutes les actions de l'APD : de l'analyse économique à l'évaluation régulière des projets et à la capitalisation des acquis.

Remarques

N.B.

- point C 2.2 du plan d'action 'international' : Il n'existe pas de Fondation Danone.
- point C 2.3.1 Les Parcs Naturels Régionaux figurent en catégorie V et non VI de l'UICN.

ANNEXES

Programmes de travail de la CBD:

Programmes	Mise en œuvre nationale	Implication internationale	Priorités de la coopération
Biodiversité marine et côtière	Plan d'action mer et zones côtières (coordination SG Mer)	Très important, la France a la deuxième zone maritime au monde et se situe au quatrième rang mondial pour les récifs coralliens	Renforcement des conventions régionales sur les mers Renforcement des aires marines protégées, de leurs réseaux et gestion durable des ressources halieutiques
Biodiversité agricole	Plan d'action agriculture (coordination MAAPAR)	Très important, la France est un des premiers pays agricoles au monde et bénéficie d'importantes subventions qui ont un impact négatif sur les économies du Sud	Voir plan d'action agriculture (volet international)
Biodiversité forestière	Politique forestière – plan d'action forestier national (MAAPAR) Plan d'action gouvernemental sur les forêts tropicales Livre Blanc sur les forêts tropicales	La France, avec les dom-tom, est le premier pays européen détenteur de forêts tropicales continentales ou insulaires Coopération ancienne dans le bassin du Congo. Présidence du partenariat pour les forêts du bassin du Congo FNUF, FAO	Forêts sèches Forêt méditerranéenne Forêt plateau des Guyanes Forêt tropicale bassin du Congo.
Biodiversité insulaire (en cours d'approbation)	Plans d'action outremer en préparation (coordination MOM et MEDD)	Important Conventions régionales des mers (Barcelone, Carthagène, etc.)	Pacifique Océan indien Mer des Caraïbes Coopération régionale TAAF
Biodiversité des eaux intérieures	Politique de l'eau – mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (MEDD)	Convention de Ramsar	Désignation de sites RAMSAR
Zones désertiques et sub-humides	A préciser (groupe de travail coordination MAE)	Convention lutte contre la désertification	Zone méditerranéenne et d'Afrique sahélienne
Biodiversité des zones montagneuses	A préciser (groupe de travail coordination DATAR)	Politique de développement de la montagne dans l'arc Alpin (lien convention alpine) et les Pyrénées.	Création d'un réseau d'aires protégées dans les Pyrénées (France-Espagne-Andorre). Inscription du Mont Blanc au Patrimoine mondial
Aires protégées	Inclus dans le plan d'action patrimoine naturel (coordination		Réseaux d'aires protégées dans les zones définies ci-dessus

	MEDD)		
--	-------	--	--

Thématiques transversales :

Thématiques	Mise en œuvre nationale	Enjeux nationaux dans les négociations	Enjeux internationaux prioritaires pour la France
Objectif 2010	Réalisation des objectifs 2010 définis dans la SNB et ses plans d'action. Création d'un observatoire Objectif 2010		X
Plan stratégique de la CDB, décision VI/26, Buts 2 à 4 et décision VII/30	SNB et plans d'action		1/But 4 : contribution à une meilleure compréhension de la biodiversité et de la CDB et au plus grand engagement des sociétés dans sa mise en œuvre 2/Installation d'une comité des sages indépendants pour évaluer les mécanismes de la convention
Accès aux ressources génétiques et partage des avantages	Charte nationale pour les ressources génétiques	Ressources génétiques de l'outre-mer. Accès aux ressources pour l'agriculture et l'industrie. Protection des ressources génétiques sous juridiction française	Organisation d'un Séminaire de haut-niveau
Espèces envahissantes	Plan d'action patrimoine naturel.		Coopération régionale entre les collectivités d'outre-mer et pays ACP
Article 8j	Plans d'action outre-mer		X
Tourisme	Stratégie à définir		
Changement climatique	MIES Politiques des transports, plan Climat	Convention sur les changements climatiques : protocole de Kyoto	X
Economie, commerce, et mesures incitatives	Plan d'action général axe 3.		X
Approche par écosystème (décisions V/6 et VII/11) :	Pas explicitement mise en œuvre nationalement Peu ou pas d'information/formation sur l'ApE	Exemplarité d'un pays parmi les plus riches en biodiversité, également riche d'un point de vue socio-économique	L'ApE étant la clef de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, l'implication de la France dans sa mise en œuvre contribuerait à donner à la France un rôle de premier plan dans l'enceinte CDB
Stratégie globale pour la conservation des plantes	Plan d'action patrimoine naturel		
Initiative globale pour la taxonomie	Muséum National d'Histoire Naturelle		

Evaluation des impacts			X
Indicateurs	Plan d'action général et les autres plans d'action	Cohérence indicateurs nationaux, européens et globaux	X
Liability and redress			
Education et sensibilisation du public	Plan d'action général et les autres plans d'action		Hébergeant l'UNESCO qui pilote la décennie pour l'éducation en vue du développement durable, la France devrait être en pointe dans ce domaine
Utilisation durable de la biodiversité			X
Transfert de technologie et coopération	Plan 'International'		X